

## Mobilisation populaire pour Ispahan, menacé par la pénurie d'eau

PAR MARMAR KABIR (ORIENT XXI)  
ARTICLE PUBLIÉ LE LUNDI 13 DÉCEMBRE 2021

Le fleuve qui traverse la ville-jardin iranienne est à sec depuis plus d'une vingtaine d'années. Les agriculteurs de la région, rejoints par la population, manifestent chaque vendredi. Le gouvernement semble préoccupé par le mécontentement.



Manifestation à Ispahan le 19 novembre 2021. © Fatmeh Nasr/ISNA/AFP

« L'Iran est touché par le changement climatique comme n'importe quel endroit dans le monde. Cela a réduit nos précipitations annuelles et l'afflux d'eau dans nos rivières a diminué de 40 %, ce qui a affecté notre agriculture et notre eau industrielle et potable », déplorait Ali Salajegheh, chef de l'Agence de protection de l'environnement et représentant iranien à la tribune de la COP26, le 10 novembre 2021.

Il a averti que l'Iran ne ratifierait pas l'accord de Paris tant que le pays serait sous le joug des sanctions internationales. « Si l'Iran finalisait son processus d'adhésion à l'accord de Paris, il ne pourrait pas le mettre en œuvre ni bénéficier de ses avantages à cause des sanctions. Comment peut-il alors s'engager [dans ce traité] s'il n'en tire aucun bénéfice ? » Ainsi, il se dédouanait de l'absence de politique cohérente et globale pour l'environnement.

Au même moment, au cœur d'Ispahan, ville de plus de deux millions et demi d'habitants, qui s'est développée et étalée de façon très rapide depuis 50 ans, et capitale de l'une des provinces les plus fertiles d'Iran, des

agriculteurs plantaient des tentes sur le lit asséché du Zayandeh Rud, littéralement « le fleuve fertile », pour dénoncer leurs difficultés.



Manifestation à Ispahan le 19 novembre 2021. © Fatmeh Nasr/ISNA/AFP

Les agriculteurs ont été rejoints par des milliers de manifestants de toutes origines sociales pour afficher leur solidarité et réclamer eux aussi de l'eau et une vraie politique globale, et non pas des travaux ponctuels. Depuis des années, des manifestations limitées pour réclamer l'eau ont été organisées par les agriculteurs, mais cette fois, l'ampleur et l'aspect environnemental et écologique des manifestations font date.

Le fleuve Zayandeh Rud, de plus de 400 km, est le plus long de la région centrale de l'Iran. L'approvisionnement en eau y était de longue date difficile. Déjà en 1965 le premier barrage a bloqué les crues de printemps qui désormais n'atteignent plus le désert et n'alimentent plus les nappes souterraines. Avec une sécheresse sans précédent depuis 50 ans, la pénurie devient inacceptable pour les habitants.

### Les industriels mis en cause

Dans leurs slogans, les agriculteurs se plaignent de l'utilisation massive de l'eau par des industries comme les tuileries et les aciéries, et réclament que celles-ci soient déplacées au bord de la mer. De son côté, Anoush Nouri Esfandiari, secrétaire de l'Institut iranien de gestion de l'eau, estime que le modèle agricole actuel est inapproprié au climat de la région, avec par exemple la culture du riz, qui nécessite beaucoup d'eau.

Il souligne que des cultures moins gourmandes en eau devraient être mises en œuvre dans cette région comme dans d'autres parties du pays en raison des évolutions climatiques. Il a également pointé d'autres raisons de l'assèchement du Zayandeh Rud, comme la

conversion de 180000hectares de pâturages en jardins privés en amont de la rivière, dans la région de Chaharmahal.

Mais il s'est également inquiété de l'usage intensif des ressources hydrauliques depuis des dizaines d'années par les industries de raffinerie, de pétrochimie et de sidérurgie de Sepahan Mobarakeh, ainsi que du prélèvement par pompage d'environ 140 millions de mètres cubes d'eau, transférés vers les provinces de Yazd et Kashan.

Il faut y ajouter le développement d'Ispahan et surtout de ses banlieues et villes proches, et de la consommation des ménages, avec l'augmentation du niveau de vie et la construction de nouveaux types de logement pour les citadins.

Mehdi Toghyani, député d'Ispahan au Parlement, a déploré le 19 novembre, dans une émission de la télévision officielle, qu'il n'y ait pas de sérieuse politique d'eau pour sa ville de la part des responsables du pays, en citant le ministère du « *djihad pour l'agriculture* », celui de l'énergie, etc. Il a souligné que « *l'année dernière, la rivière n'a coulé dans la ville que pendant dix jours. Si cette situation persiste, la ville sera ruinée* ».

### **L'affaissement préoccupant des sols**

Par ailleurs, en raison de trop importants prélèvements d'eau dans les nappes souterraines, l'affaissement des sols du nord de la plaine d'Ispahan progresse vers le centre de la ville et menace des infrastructures stratégiques comme les aéroports, le stade sportif de Naghsh Jahan, des raffineries, les centrales électriques, des usines pétrochimiques. Les ponts de la rivière Zayandeh Rudet plusieurs monuments historiques inscrits par l'Unesco au patrimoine mondial de l'humanité, comme la grande place Naghsh Jahan et les mosquées et monuments qui l'entourent, sont menacés par l'intensification de l'affaissement des sols. Le directeur général de l'Organisation d'exploration géologique et minérale d'Ispahan tire la sonnette d'alarme : « *Ispahan est la seule ville iranienne où l'affaissement du terrain gagne les zones résidentielles et il nous reste peu de*

*temps avant la catastrophe de l'effondrement, en 2030 et dans le cas le plus optimiste en 2039, si on n'arrive pas à faire revivre l'aquifère de la plaine d'Ispahan.* »

Certains affirment que le rassemblement contre la pénurie d'eau du 19 novembre a constitué la plus grande manifestation environnementale de l'histoire du pays. Les agriculteurs démunis en ont été à l'initiative, rejoints par d'autres catégories sociales. Les slogans portaient essentiellement sur l'eau, mais la corruption et la mauvaise gestion des responsables ont également été pointées. Des dizaines de milliers de manifestants, hommes et femmes, chantaientensemble: « *La ville, si belle, a perdu de son charme, depuis plus de 20 ans notre eau est pillée...* »

De violentes manifestations avaient d'ailleurs éclaté dans la région du sud-ouest du Khouzistan, en aval du fleuve Karun (cette région dispose de 40% de toute l'eau d'Iran) en juillet 2021, lorsque des centaines d'agriculteurs avaient tenté d'attirer l'attention sur la grave pénurie d'eau qui les menaçait eux aussi à cause d'un nouveau barrage destiné à détourner l'eau vers Ispahan. L'intervention des forces de l'ordre aurait alors fait plusieurs morts.

Mais cette fois, surpris par l'ampleur de la participation populaire dans une ville aussi importante qu'Ispahan, les autorités ont tenté de calmer le jeu et de canaliser le mécontentement en expliquant le phénomène par les erreurs du passé. La télévision officielle a couvert les manifestations, évidemment de façon très cadrée.

Mohammad Mokhber, premier vice-président, dans un communiqué spécial adressé aux ministres de l'énergie et du « *djihad pour l'agriculture* », a appelé à trouver une solution immédiate au problème du bassin versant du Zayandeh Rud dans les trois provinces de Chaharmahal Bakhtiari, Ispahan et Yazd. Le ministre de l'énergie, Ali Akbar Mehrabian, s'est contenté de présenter ses excuses aux agriculteurs d'Ispahan et a annoncé la convocation immédiate d'une réunion pour se prononcer sur les problèmes de ce bassin. Le président Ebrahim Raïssi a lui aussi promis de résoudre le problème d'Ispahan rapidement.

Le 25 novembre, à la veille du troisième vendredi de rassemblement, lequel s'annonçait plus important encore, les représentants du gouverneur d'Ispahan ont demandé un répit de trois mois au conseil des agriculteurs mis en place pour négocier la fin des protestations. Ils ont promis que si les engagements nécessaires n'étaient pas tenus ou si un état d'avancement n'était pas fourni par la radio ou la télévision tous les 15 jours, le conseil pourrait décider d'appeler à reprendre ses actions revendicatives. Les représentants des citoyens n'étaient pas présents dans le conseil.

Après l'accord obtenu entre le conseil et les autorités, les forces de l'ordre sont intervenues dans la nuit du 25 au 26 novembre. Au matin, alors que plusieurs agriculteurs protestataires rangeaient leurs affaires, des manifestants, moins nombreux que les semaines précédentes, se sont à nouveau retrouvés sur place malgré l'interdiction formelle des autorités. Les forces de l'ordre ont utilisé des gaz lacrymogènes et des fusils à pompe. Des tentes ont été brûlées et des manifestants blessés, surtout à la tête et aux yeux.

Le jour même, le procureur d'Ispahan a déclaré : « *Les paysans ont vidé le matériel à l'intérieur des tentes, mais lorsqu'ils ont voulu démonter les tentes, un groupe de voyous qui s'y trouvaient s'y est opposé. Ils n'étaient pas des agriculteurs et poursuivaient d'autres objectifs.* » Des aveux télévisés ont ensuite été diffusés par la télévision publique pour appuyer cette thèse.

Enfin, le vendredi 3 décembre, alors que certains médias annonçaient l'organisation d'une prière « à la pluie » autour du pont Khajou, en parallèle de la prière officielle du vendredi, la circulation a été interdite dans cette zone.

Cependant, les autorités, conscientes du fait qu'elles ne peuvent pas faire grand-chose face à une sécheresse sans précédent qui touche toutes les provinces du sud mais aussi du nord-est du pays, estiment sans doute ne pas avoir les moyens de contrer par la seule répression des mouvements de protestation environnementale, sur fond de climat social tendu.

Des résultats à court terme semblent difficiles à obtenir pour reconstituer la ressource. Il faut engager de lourds investissements structurels pour généraliser des techniques d'irrigation plus performantes, améliorer les infrastructures et réseaux de production et de distribution d'eau potable afin de soutenir les populations concernées. À titre d'exemple, le projet d'approvisionnement en eau industrielle d'Ispahan à partir du golfe Persique et de la mer d'Oman est en cours d'étude par un groupe de travail créé par le gouverneur d'Ispahan après les émeutes.

Les experts prévoient une aggravation de la situation dans les prochaines années, avec des conflits sociaux, mais aussi des probables déplacements de populations des régions du sud vers celles du nord du pays, moins affectées pour l'heure par la sécheresse, bien que cette année les riziculteurs du Gilan, province caspienne au climat subtropical humide, aient aussi protesté contre le manque d'eau, celle-ci étant détournée vers les villes et vers les villas de luxe, avec leurs piscines privées. Tout l'Iran est bien concerné.

Sans des solutions globales soutenues par la communauté internationale et des institutions comme l'Unesco, de lourdes conséquences sanitaires, sociales et environnementales mais aussi des dommages irréversibles pour le patrimoine sont attendues. L'absence de réelle politique de gestion des ressources, dans un contexte d'inflation galopante, de chômage massif, de difficultés économiques et sociales liées à la corruption, mais aussi aux sanctions économiques et à un long embargo, constitue une nouvelle menace, et non des moindres.

### Boite noire



Marmar Kabir est statisticienne et traductrice pour *Le Monde diplomatique* en persan. Cet article est publié par Mediapart dans le cadre d'un partenariat avec le **site Orient XXI**, un journal quotidien en ligne et gratuit lancé en 2013 et qui couvre une vaste région

allant du Maroc à l'Afghanistan. Mediapart et Orient XXI co-publient régulièrement des articles. L'original se trouve **ici**.

**Directeur de la publication** : Edwy Plenel

**Direction éditoriale** : Carine Fouteau et Stéphane Alliès

**Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).**

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

**Courriel** : contact@mediapart.fr

**Téléphone** : + 33 (0) 1 44 68 99 08

**Télécopie** : + 33 (0) 1 44 68 01 90

**Propriétaire, éditeur, imprimeur** : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.